

DENVER COLORADO, ÉTATS-UNIS

PRENDRE EXEMPLE SUR LA COMMUNAUTÉ : UNE APPROCHE INNOVANTE POUR TRANSFORMER LE PAYSAGE ALIMENTAIRE

Cet aperçu est basé sur des entretiens avec Laine Cidlowski, administratrice du système alimentaire au ministère de la Santé publique et de l'Environnement de Denver, et Wendy Smittick, conseillère en alimentation au ministère de la Santé publique et de l'Environnement de Denver. Rédigé par Georgia Tamez, Jean Luis Sano-Santana, et Taylor Foody - LBJ School of Public Affairs, Université du Texas à Austin.

GLASGOW
FOOD AND
CLIMATE
DECLARATION

La ville de Denver bénéficie d'une économie alimentaire et agricole solide et d'objectifs climatiques ambitieux. Grâce au soutien qu'elle apporte aux projets communautaires, Denver a favorisé l'autonomie des collectivités alimentaires, amélioré l'équité et le processus décisionnel. Par exemple, les habitants de Denver ont largement influencé la vision derrière le Fonds pour la protection du climat (« CLIMATE PROTECTION FUND »), la Vision alimentaire de Denver à l'horizon 2030 (« 2030 DENVER FOOD VISION ») et le Plan d'action alimentaire (« FOOD ACTION PLAN ») ainsi que ses initiatives complémentaires, « FOOD MATTERS » et « FOOD IN COMMUNITIES ». Au moyen de prévisions budgétaires régulières et de projets approuvés par les électeurs, la ville continue de soutenir la communauté et de donner la priorité aux initiatives liées au climat et à l'alimentation.

FACTEURS DE RÉUSSITE

PIONNIERS D'UN FONDS CLIMATIQUE APPROUVÉ PAR LES ÉLECTEURS

La réforme de la politique alimentaire et climatique de Denver nécessite un engagement fort et une participation citoyenne des habitants de la ville. Contrairement à la plupart des villes aux États-Unis, l'État du Colorado impose DES LIMITES aux gouvernements locaux et étatiques quant au montant des recettes qu'ils peuvent percevoir et à la manière dont ils peuvent les dépenser. Conformément à l'amendement de 1922 de la Charte des droits du contribuable (« TAXPAYER BILL OF RIGHTS », TABOR), toute augmentation d'impôt doit être approuvée par les électeurs. Dans une ville en pleine croissance comme Denver, où l'urbanisation affaiblit de plus en plus la résilience sociale et climatique, la TABOR constitue UN OBSTACLE MAJEUR au développement des ressources disponibles pour les services sociaux ou les améliorations environnementales. Mais heureusement, Denver a récemment bénéficié du soutien de ses habitants pour porter ses INITIATIVES LIÉES AU CLIMAT AU VOTE.

En 2020, les habitants de Denver ont approuvé le Fonds pour la protection du climat (« CLIMATE PROTECTION FUND »), une taxe de vente qui rapporte environ 40 millions de dollars par an pour des projets visant à lutter contre les effets du changement climatique, avec une attention particulière pour l'équité et la justice environnementale. À la suite de l'approbation des électeurs, le Bureau de l'action climatique, de la durabilité et de la résilience (« Office of Climate Action, Sustainability and Resiliency ») a publié le Plan quinquennal du Fonds de protection du climat (« Climate Protection Fund Five-Year Plan »), qui définit le cadre permettant de construire une ville durable sur le plan environnemental, économique et social. Ce plan donne la priorité aux quartiers qui ont été fortement touchés par le changement climatique, notamment dû à leur vulnérabilité à la chaleur, et par un héritage de racisme environnemental. L'un des objectifs du Fonds est de créer un système alimentaire plus résilient en : (1) encourageant l'agriculture locale, ce qui augmente la résilience aux perturbations de l'approvisionnement liées au climat tout en soutenant l'économie locale, et (2) identifiant et évaluant les espèces envahissantes et autres menaces pour les ressources naturelles locales, notamment les faiblesses de l'infrastructure des banques alimentaires et garde-mangers locaux face aux événements climatiques extrêmes.

FINANCEMENT STRATÉGIQUE DE PROJETS CENTRÉS SUR LA COMMUNAUTÉ

En raison des limites financières imposées par la TABOR, les fonctionnaires de Denver ont dû faire preuve de stratégie dans le financement des initiatives visant à améliorer le système alimentaire de la ville. La ville a mis en place deux sources alternatives de financement : les partenariats public-privé et le financement par projet. L'Alimentation au sein des communautés (« Food in Communities »), un partenariat public-privé visant à encourager les solutions communautaires en matière d'insécurité alimentaire, a été créé par trois organismes locaux de santé publique : le ministère de la Santé publique et de l'Environnement de Denver (« Denver Department of Public Health & Environment », DDPHE), le Département de la santé pour trois comtés (« Tri-County Health Department », TCHD), le comté de Jefferson pour la santé publique (« Jefferson County Public Health », JCPH), ainsi que le conseil de la politique alimentaire durable de Denver (« Denver Sustainable Food Policy Council ») et les coalitions alimentaires communautaires locales. Le choix des projets par le partenariat « Alimentation au sein des communautés » (« Food in Communities ») dépend de chaque quartier, mais s'aligne sur les priorités définies dans la Vision alimentaire de Denver, ainsi que dans son plan d'action climatique de 2014. De nombreux projets communautaires sont liés à l'élaboration de pratiques agricoles respectueuses du climat (« EAST DENVER FOOD HUB »), à l'approvisionnement et à la distribution de denrées alimentaires (« EMERALD GARDENS »), et à l'amélioration du niveau d'équité du système alimentaire de la ville par l'inclusion des communautés marginalisées (« ROCKY MOUNTAIN WELCOME CENTER »).

La ville a également résolu le problème de financement posé par la loi TABOR en sollicitant des votes par approbation pour financer des projets individuels. Par exemple, alors que le programme pour une Alimentation saine pour les enfants de Denver (« HEALTHY FOOD FOR DENVER KIDS », HFDK) envisageait d'inclure à la fois les enfants et les parents comme bénéficiaires directs, il a finalement été jugé préférable de consacrer l'initiative uniquement aux enfants pour garantir un soutien plus large de la part des électeurs. Une fois approuvé en 2018, le programme prévoit une augmentation de 0,08 % de la taxe de vente et d'utilisation pour générer 11 millions de dollars supplémentaires par an pour le financement de projets au cours de la prochaine décennie. Entre août et octobre 2020, les projets financés par HFDK ont permis la distribution de produits locaux pour un total de 43 432,30 \$, d'éviter un gaspillage alimentaire équivalant à 349,300 kilos et de lancer 32 nouveaux jardins/exploitations agricoles.

“Au final, la budgétisation des projets est décidée par la communauté. Le conseil municipal ou le maire ne peuvent pas simplement augmenter le budget ou demander des fonds supplémentaires, tout doit être soumis à un vote au niveau de la ville ou de l'État. Cela encourage l'engagement démocratique, mais n'est pas toujours évident.”

“À Denver, nous avons à cœur de répondre aux besoins alimentaires immédiats, ceux d'aujourd'hui, de cette semaine et de ce mois-ci. Cependant, nous adoptons également une approche alimentaire à long terme et nous demandons : “comment changer le système afin de ne pas soutenir en permanence un système d'alimentation d'urgence ?” ”

OBSTACLES

SOURCES DE FINANCEMENT NON DURABLES

Denver finance les projets pilotes « Denver Food Matters » et « Denver Food in Communities » grâce à des partenariats public-privé. Depuis 2018, la ville a géré un budget de plus de 2,2 millions de dollars de subventions provenant de sources gouvernementales et privées, telles que la Fondation Rockefeller, pour mettre en œuvre son Plan d'action alimentaire. Cependant, le caractère temporaire de cette stratégie financière remet en cause l'exécution à long terme de ses programmes. Cette dépendance à l'égard des subventions nécessite également des ressources pour la collecte de fonds et le développement, détournant ainsi ces ressources des activités du programme. En outre, lorsque les périodes de financement par subvention prennent fin, la ville perd des employés hautement qualifiés et compétents, et se voit obligée de former et de développer les compétences des nouveaux employés lorsque des fonds supplémentaires arrivent. Heureusement, en raison du succès du programme « Food in Communities », la durée initiale du projet pilote de trois ans a été étendue de deux années supplémentaires.

À travers des projets tels que son Plan d'action alimentaire et ses autres initiatives, Denver privilégie le rôle catalyseur de la communauté pour promouvoir l'autosuffisance et la durabilité de Denver. Les initiatives « Food Matters » et « Food in Communities » reflètent la volonté de la ville de prioriser les voix et les besoins les plus urgents de la communauté dans l'identification des projets. Les inquiétudes croissantes des habitants de Denver concernant le changement climatique ont également conduit à la création du Fonds pour le climat, par le biais d'un processus d'approbation par les électeurs conformément à l'amendement TABOR, et à son plan quinquennal visant à construire une ville durable sur le plan environnemental, économique et social. Si l'amendement TABOR encourage l'engagement démocratique, il contraint le gouvernement municipal à faire preuve de stratégie créative dans l'élaboration des projets afin d'obtenir le vote et le soutien des citoyens. À l'avenir, les projets alimentaires et climatiques menés par la ville devront sciemment coordonner et synthétiser les efforts existants afin de maintenir les niveaux de volonté et d'engagement de la communauté qui ont fait le succès des précédents efforts.

UNE VISION À LONG TERME

- La Vision alimentaire de Denver à l'horizon 2030 (« 2030 Denver Food Vision ») vise à aménager les quartiers de manière à en faire des espaces alimentaires à part entière, dotés d'équipements et d'infrastructures alimentaires définis par la communauté. Ce cadre d'orientation aborde également les questions liées au climat telles que l'utilisation des sols, ainsi que la protection des terres agricoles pour une production agricole active.
- « Food in Communities », un partenariat public-privé, est un projet unique à l'échelle du comté qui fait des membres de la communauté des leaders et des experts dont la tâche consiste à identifier les besoins de leurs quartiers respectifs ainsi qu'à choisir et directement financer les projets qui peuvent répondre à ces besoins.
- Dans le cadre du Plan d'action quinquennal pour le climat 2020 (« 2020 FIVE YEAR CLIMATE ACTION PLAN ») de Denver, la ville a pour objectif d'utiliser 100 % d'électricité renouvelable pour ses banques alimentaires et ses initiatives de collecte des déchets alimentaires d'ici 2030. La ville poursuit également ses efforts pour respecter les engagements pris dans le cadre du plan d'action climatique de 2014 (« 2014 CLIMATE ACTION PLAN »), qui prévoit notamment de renforcer les systèmes alimentaires et agricoles de Denver afin qu'ils puissent s'adapter aux conditions changeantes.

